

LES CHIFFRES DU MOIS

Plus de **600 000 personnes** en Birmanie nécessitent une aide alimentaire suite à des désastres naturels, des violences ou des conflits selon le programme des Nations Unies pour l'alimentation.

Les **40 000 millions de dollars** que l'ONU a financé pour l'aide alimentaire ne tiendront que jusqu'à juin 2016 pour combler ces besoins.



, **13 millions** de personnes soit **26%** de la population en Birmanie, vivent sous le seuil de pauvreté selon les Nations Unies.

35% des enfants sont touchés par la malnutrition et ont des problèmes de croissance.

La participation aux élections du 8 novembre 2015 a été de **69%** selon la Commission Électorale, soit une baisse importante par rapport aux chiffres officiels des scrutins précédents.



Idée reçue n°4 En **Birmanie**, depuis la fin de la dictature, la corruption c'est fini !



En dépit des réformes politiques et économiques ces 5 dernières années, le système judiciaire est toujours **l'une des** institutions les **plus corrompues** en Birmanie selon le rapport publié par la Chambre Basse.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Des membres de l'USDP commencent à se placer à vue de la formation du futur gouvernement : Malgré la perte de son siège, Shwe Mann, qui entretient d'étroites relations avec Aung San Suu Kyi et qui a manifesté son intention d'accompagner la réforme constitutionnelle, se verra probablement offrir par la LND un rôle important dans le futur gouvernement. Selon certains politiques et membres du gouvernement, il pourrait notamment briguer la présidence de la Commission électorale (déjà contrôlée par un proche de l'armée lors des élections de 2015) ou prendre la tête de la Cour constitutionnelle.



Un projet de loi pour garantir aux anciens présidents une immunité totale : Le 21 décembre, le Ministère de l'intérieur a proposé un projet de loi qui garantirait l'immunité aux présidents pour les poursuites nationales concernant tous les crimes commis sous leur mandat. Human Rights Watch a comparé ce projet de loi à l'article 445 de la Constitution qui protège les officiers de la junte militaire (dont le Président Thein Sein) de toute responsabilité criminelle, y compris pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. L'association a appelé le Parlement à rejeter ce projet de loi et à souligné que « certains crimes peuvent être adressés par les cours étrangères ou internationales lorsque les immunités ne sont pas pertinentes ».

Un projet de loi pour limiter l'autorité du Président. Le 21 décembre, l'Assemblée Nationale a proposé un amendement de la loi gouvernementale pour limiter le pouvoir du Président et renforcer celui de l'armée au sein du Conseil National de Défense et de Sécurité (CNDS), l'organe de décision le plus puissant en Birmanie. S'il est adopté, cet amendement limitera le droit de vote du Président, aux situations de blocage des votes. Ce cas de figure étant très improbable dans la mesure où le CNDS est contrôlé (constitutionnellement) en majorité par l'armée qui possède 6 membres sur 11 (le président étant le 11ème membre).

L'industrie du jade en Birmanie : entre drogue et violation des droits de l'homme. Le 3 décembre, plus de 300 organisations de la société civile birmane ont appelé les autorités à prendre des mesures contre les entreprises minières qui déversent leur débris de jade dans la région et qui ont provoqué le glissement de terrain qui a coûté la vie à plus de 213 personnes le 21 novembre dernier.



Les villageois qui ont installé un barrage routier pour empêcher le déversement de ces débris de jade ont été menacés de poursuites pénales et 7 manifestants auraient été enlevés par l'armée Kachin puis relâchés dix jours après. Deux nouveaux glissements de terrains ont eu lieu les 14 et 25 décembre, tuant respectivement autour de 20 et de 50 personnes. Les autorités ont qualifié ces chiffres « d'impossible » et ont rejeté la responsabilité des éboulements sur les victimes qui vivaient sur les amas de débris de jade. Elles ont déclaré qu'elles travailleraient avec l'armée birmane et les groupes ethniques armés pour déplacer les petits exploitants des débris de jade, à l'extérieur de la région de Hpakant. Le 24 décembre, le Président Thein Sein

a approuvé l'amendement de la loi minière de 1994, qui permettra plus d'investissement étranger dans le secteur. L'organisation Global Witness a publié un rapport dans lequel elle souligne les liens entre les entreprises de jade et le trafiquant de drogue chinois, Wei Hsueh Kang et a appelé la LND à réformer le secteur pour qu'il ne passe pas définitivement aux mains des trafiquants et des cronies.



Les groupes armés ethniques, la société civile et les femmes critiquent le cadre du dialogue politique : Le 16 décembre, le Président Thein Sein a validé la composition du Comité de Discussions pour la Paix (UPDJC) qui devra aborder, du 12 au 26 janvier, le Cadre du Dialogue Politique (FPD) en vue des discussions entre les groupes ethniques armés et l'armée birmane. Les membres de l'UNFC, l'organisation ethnique représentative des groupes armés, a rejeté le FPD puisque aucun des 8 groupes armés non signataires du cessez-le-feu (NCA) n'est inclus à la phase de rédaction de l'accord et ne bénéficiera d'une représentation équitable lors des futures discussions. Un groupe shan a comparé le FPD à la Convention Nationale (l'ancienne Constitution) qui excluait les minorités ethniques. Plusieurs organisations locales et internationales ont aussi souligné le manque d'inclusion des femmes dans le processus de négociation de la paix.

Les conflits continuent entre l'armée birmane et les groupes ethniques armés malgré le cessez-le-feu dit « national ». Au mois de décembre les affrontements ont continué entre l'armée birmane et les organisations non signataires du cessez-le-feu : les armées kachin, Ta'ang (TNLA) et Arakan. Fait beaucoup plus rare, ils ont également éclaté entre la TNLA et l'armée Shan du Sud (SSA-S), une organisation signataire du cessez-le-feu. Tout au long du mois les deux groupes ethniques armés ont publié des communiqués accusant l'autre organisation d'être à l'origine d'attaques ou de violations des droits de l'homme. Des leaders des deux groupes se sont finalement rencontrés pour aborder le conflit mais quelques jours plus tard, les troupes de l'armée birmane et de la SSA-S (soupçonnées de fonctionner de mèche) ont été renforcées autour des zones contrôlées par la TNLA de respectivement 5000 et 1000 hommes.

Une baisse graduelle des affrontements entre l'armée birmane et l'Armée Shan du Nord (SSA-N). Du 6 octobre au 1 décembre, le Nord de l'État Shan n'a connu que 5 jours sans offensives militaires et attaques aériennes. Une délégation de la SSA-N a rencontré les autorités birmanes à Naypyidaw le 7-8 décembre pour discuter de la réduction des conflits, du retour des déplacés internes et de la réouverture de 17 écoles suite au retrait des troupes de la SSA-N et de l'armée birmane. Cette dernière a également accepté de ne pas construire de nouvelles bases militaires dans la région. Toutefois, le 22 décembre, la Fondation Shan pour les Droits de l'Homme (SHRF) a accusé 14 bataillons de l'armée birmane d'avoir rendue inhabitables les terres de la région à cause des destructions des maisons, du bétail et des récoltes, des meurtres de civils, des recrutements forcés de porteurs et de boucliers humains etc. 3000 déplacés internes refuseraient toujours de revenir chez eux à cause notamment, du refus de l'armée birmane de retirer certaines de ses troupes.



La LND montre sa volonté de travailler sur le processus de paix de façon inclusive. Le 3 décembre, le président de la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD) a laissé entendre que le nouveau gouvernement serait composé de membres des minorités ethniques pour favoriser le processus de réconciliation nationale. Une déclaration de la NLD a ensuite assuré que la coopération avec toutes les ethnies et races du pays seraient au cœur des nouvelles réformes.

Aung San Suu Kyi a ensuite déclaré que la LND comptait évaluer soigneusement les activités du Myanmar Peace Center (MPC), l'organisation birmane financée par l'Union Européenne pour les négociations de paix. Le MPC aurait été impliqué dans de nombreux actes de corruption. Il aurait notamment fourni 1,100 voitures de luxes à des groupes ethniques armés, chacune d'elles n'ayant pas ou peu fait l'objet de taxes, pour un coût estimé pour le pays à 300 millions US\$. Enfin Aung San Suu Kyi a rencontré les représentants des 8 groupes ethniques armés qui ont refusé de signer l'accord de cessez-le-feu (NCA) et a conseillé aux officiers du MPC d'en faire autant.

LES FOCUS DU MOIS

LES ÉLECTIONS EN BIRMANIE VONT-ELLES CHANGER LES PERSPECTIVES DES ROHINGYAS ?

Les élections législatives du mois de novembre, considérée comme les premières élections libres depuis 50 ans en Birmanie, ne semblent pas avoir permis d'améliorer la situation de la minorité musulmane des Rohingyas, qui s'est retrouvée au cœur du débat électoral sans avoir le droit d'y participer.



Pour l'organisation extrémiste Ma Ba Tha, la préparation des élections a été une nouvelle occasion d'accuser les Rohingyas de vouloir « islamiser la Birmanie » et de fédérer le peuple birman autour de la « protection de la race et de la religion birmane ». Face au succès populaire des campagnes de haine de Ma Ba Tha, le gouvernement birman n'a cessé de prendre des mesures pour restreindre les droits des minorités musulmanes. Dans le contexte électoral, il s'agissait pour le parti au pouvoir, l'USDP, de s'assurer du soutien de Ma Ba Tha, de gagner en popularité et de contrer l'opposition politique menée par le parti d'Aung San Suu Kyi.

Un nouvel ensemble de lois discriminantes, rédigé par ces groupes extrémistes et visant directement les libertés familiales et religieuses des minorités musulmanes a été adopté en 2015 par le Parlement. Plus de 500 000 musulmans de l'État d'Arakan se sont retrouvés déchu de leur document d'identité et de leur droit de vote. Sur les 124 candidats disqualifiés des élections par la Commission Électorale birmane, plus d'un tiers étaient musulmans et ont été exclus principalement pour des raisons de « citoyenneté ». La minorité musulmane qui représente entre 4 et 10% de la population birmane n'était donc représentée que par 0,5% des candidats. Aucun des 28 candidats musulmans en lice n'a par ailleurs remporté de siège.

La stratégie du parti au pouvoir s'est révélée payante puisque les moines extrémistes de Ma Ba Tha ont appelé le peuple à voter « avec un esprit nationaliste » pour l'USDP, jugeant qu'une majorité accordée à la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) serait synonyme de la « fin du bouddhisme ». De son côté, la LND n'a pas parlé des rohingyas pendant sa campagne électorale.

Que penser du résultat des élections pour les minorités musulmanes ?

Les résultats des élections du 8 novembre, donnant une très large majorité à la LND, ont montré que le peuple birman n'a pas suivi l'appel de Ma Ba Tha de voter pour l'USDP. Le rejet du gouvernement en place fut finalement plus fort que tout sentiment anti-musulman. Ma Ba Tha et son leader Wirathu sont restés très silencieux après les élections. L'organisation a prudemment salué la victoire écrasante de la LND, mais a mis en garde contre toute tentative de modification des lois controversées pour la « protection de la race et de la religion ».

La campagne électorale du parti arakanais (l'ANP – Arakan National Party) ouvertement anti musulman a toutefois fonctionné à merveille : l'ANP est le parti ethnique qui a obtenu le plus de sièges (45 en tout). Il a surtout remporté 23 des 47 sièges de l'assemblée régionale, échouant de peu à en obtenir la majorité. Le président de la Birmanie nommera les premiers ministres de chaque région et ceux-ci formeront ensuite leur gouvernement régional. Le parti arakanais a déclaré que si la LND souhaite bénéficier du soutien de l'ANP pour ses prochaines réformes, le parti d'Aung San Suu Kyi devra nommer un membre de l'ANP à la tête de la Région de l'Arakan, permettant à ce dernier de former son propre gouvernement.

Les défenseurs des droits des minorités musulmanes craignent que ces élections n'aggravent la situation des Rohingyas de l'Arakan. En effet, les responsables de l'ANP ont répété pendant toute la période électorale que s'ils parvenaient à obtenir le pouvoir, ils « *les mettraient sur des bateaux pour les expulser loin de l'État d'Arakan* ». En pratique les parlementaires de l'ANP n'auront pas ce pouvoir car ces décisions dépendent des autorités centrales mais sur le terrain, celles-ci ne pourront pas forcément contrôler ce que la police, la justice et les autorités locales feront.



Les responsables de la LND ont confié à l'équipe d'Info Birmanie que s'ils bénéficiaient du soutien populaire, ils amenderaient la loi sur la citoyenneté – à l'origine d'un grand nombre de discriminations à l'encontre des rohingyas – mais ont rajouté qu'il ne s'agirait pas d'une priorité du nouveau gouvernement. Le peuple birman étant largement xénophobe, cet amendement paraît donc encore bien incertain. Aung San Suu Kyi, très attendue par la communauté internationale sur ce sujet, a déclaré que son gouvernement souhaitait protéger les musulmans et garantir l'égalité de traitement pour tous. Il est cependant encore difficile de savoir si la LND mettra en place de réelles mesures pour améliorer le sort des Rohingyas et surtout quand et comment elle s'y prendra.

Le nouveau gouvernement n'entrera au Parlement qu'en février 2016, en attendant et malgré la défaite de l'USDP, le nationalisme bouddhiste semble toujours de mise. Les dernières lois préparées par Ma Ba Tha et étudiées par le gouvernement encore au pouvoir, concernent l'abattage des animaux. Ils souhaitent qu'il soit réservé aux bouddhistes car ils n'apprécient pas les méthodes des musulmans. Deux semaines après les élections, la Cour de Pazundaung a condamné cinq personnes à une amende de 800 dollars pour avoir publié un calendrier sur les Rohingyas. À l'origine de cette dénonciation, un moine extrémiste du mouvement Ma Ba Tha. Ces 5 personnes risquent aujourd'hui une peine de prison de plusieurs années. Enfin, le 8 décembre, un rohingya qui transportait des denrées alimentaires en camion a été tué par balle par les autorités arakanaises après avoir refusé de payer un pot de vin aux officiers.

Malgré ces élections jugées « historiques », les Rohingyas ne s'attendent pas à une amélioration de leur condition de vie dans un futur proche. Avec l'arrivée de la saison sèche, leur exode qui avait ému la communauté internationale en mai 2015, a repris, dans l'indifférence générale.

QUELS COMPROMIS AUNG SAN SUU KYI EST-ELLE PRÊTE À FAIRE POUR DEVENIR PRÉSIDENTE DE LA BIRMANIE ?

Depuis sa victoire aux élections législatives du 8 novembre, Aung San Suu Kyi a multiplié les rendez-vous avec les anciens dirigeants de la Birmanie. Début décembre, elle a tenu deux réunions séparées, l'une avec le chef de l'armée Aung Hlaing Min, et l'autre avec le président Thein Sein, pour discuter du transfert du pouvoir mais probablement aussi de l'article 59(f), qui l'empêche d'occuper le poste de présidente. Suite à ces réunions les États-Unis auraient accepté d'assouplir certaines sanctions économiques.

Aung San Suu Kyi a également rencontré Than Shwe, l'ancien général en chef de la junte de 1992 à 2011. Cet entretien n'est pas anodin dans la mesure où Than Shwe est celui qui l'a maintenue en résidence surveillée pendant plus de 15 ans et qui, pour nombre d'analystes politiques, continue dans l'ombre, de tirer les ficelles du pouvoir. Il aurait affirmé suite à leur rencontre qu'il soutiendrait « comme il le peut » Aung San Suu Kyi pour qu'elle devienne la « futur leader de la Birmanie ».

Ye Htut, ministre de l'information, a déclaré que ces rendez-vous entre Aung San Suu Kyi et les anciens dirigeants de la junte « n'auraient aucune influence sur la transition du pouvoir ». Il rejette le rapprochement « dangereux » qu'opère Than Shwe avec Aung San Suu Kyi, et affirme que l'USDP, le parti encore au pouvoir, sera prêt à s'opposer à toute ingérence de l'ancien leader militaire sur la politique actuelle du pays.



Les articles de la Constitution que les militaires souhaitent protéger à tout prix, concernent le fédéralisme, les 25% de sièges qui leur sont réservés aux Parlements, et les 75% de voix nécessaires pour amender la Constitution. Quant à l'article 59(f), ils souhaiteraient le maintenir pour ne pas avoir à travailler avec elle mais on conscience qu'ils pourraient gagner beaucoup à se montrer plus flexibles. Cet article constitue en effet un

enjeu essentiel pour la leader de la LND, qui bien qu'elle ait déclaré qu'elle conduirait le pays en se plaçant « au-dessus du président », elle sait qu'elle ne pourra pas mettre en pratique cette affirmation si elle n'occupe pas la plus haute fonction. Elle pourrait ainsi être prête à faire des concessions importantes pour convaincre une partie de l'armée d'amender, ou du moins de suspendre cet article, pour finalement devenir présidente de la Birmanie. Étant donné l'immense soutien populaire dont elle a bénéficié pendant les élections, les militaires devraient être également plus enclins à faire des compromis.

Toutefois, plusieurs membres de l'USDP sont ouvertement défavorables à la suspension de l'article 59(f). Ils pensent que cela créerait un « précédent dangereux » pour les militaires, qui craignent à terme de perdre – ou de voir suspendu – leur droit de veto sur les changements de la Constitution.

Aung Ko, ancien officier qui a perdu son siège à la chambre basse lors des élections, a proposé de « suspendre » l'article 59(f) puisque un amendement nécessiterait l'approbation de 75% des parlementaires ce qui serait compliqué à négocier avant mars. Aung Ko est connu pour être proche de Shwe Mann et entretenir de bonnes relations avec Aung San Suu Kyi. Selon lui, une telle démarche serait possible si elle arrive à gagner l'approbation de plus de 50% des députés lors de la prochaine session du Parlement en janvier.

Cependant rien n'est encore sûr, car selon certains députés, la Constitution ne permettrait pas de « suspendre » un article. Cette idée est en cours de discussion entre les experts juridiques, mais Ko Ni, conseiller juridique de la LND a affirmé qu'une « suspension temporaire » de l'article 59(f) serait théoriquement possible avec le soutien d'une majorité de députés.

Pour convaincre les militaires de suspendre ou d'amender l'article 59(f), Aung San Suu Kyi serait prête à inclure au sein de son futur gouvernement, des ministres actuels et certains membres de l'USDP. Elle a déjà affirmé qu'elle ne gouvernerait pas avec un état d'esprit de vengeance qui pourrait nuire au pays mais qu'elle souhaitait coopérer avec toutes les institutions, y compris l'armée, pour construire l'avenir du pays. Pour devenir présidente, elle pourrait également garantir aux militaires l'absence de justice transitionnelle (pas de poursuite pour les crimes commis), la conservation des articles clés qui leur assurent une main mise sur la politique ou encore la protection de leurs intérêts économiques.

Ces probables compromis envers l'armée inquiètent les analystes politiques et les minorités ethniques (qui adulent moins celle que les bamars appellent « mère Suu ») estiment que la personne qui occupera le rôle de président du pays importe moins que les réformes à mener. Aung San Suu Kyi, devrait en effet prioriser son pays à ses ambitions politiques et ne pas s'engager à faire des compromis qui nuiront à la transition démocratique en Birmanie.

Qu'elle parvienne à devenir présidente ou non, la gouvernance du pays restera en grande partie entre les mains des militaires. En effet, tous les postes clés des ministères sont occupés par des militaires depuis longtemps, tout comme la grande majorité des postes administratifs qui ne seront remplacés qu'avec le temps. De plus, les 25% de militaires siégeant au Parlement ne risquent pas d'être évincés de sitôt et il sera difficile de gouverner la Birmanie avec trois ministères aux mains des militaires (intérieur, défense et frontières).



Info Birmanie
vous souhaite
une belle année
2016 !

မဂ်လာစွယ်စုံပါ